

BOUTEFLIKA N'IRA PAS À CONSTANTINE

Enigmatique annulation

La virée constantinoise du président Bouteflika, prévue pour le 14 janvier, est reportée sine die. Nulle raison n'a été évoquée. Le service communication de la présidence s'est suffi d'informer les rédactions de ce report. Que s'est-il donc passé ?

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Les envoyés spéciaux des rédactions ont été surpris en effet de s'entendre communiquer dans un premier temps l'horaire du vol vers l'antique Cirta et, moins d'une heure plus tard, le report de la visite présidentielle. Qu'est-il intervenu d'urgent, voire de grave qui aurait dicté ce subit report d'une visite de travail et d'inspection qui, faut-il le dire, ne s'improvise pas ? Les journalistes qui devaient accompagner le président pour ce pèlerinage dans cette wilaya de l'est ont dû défaire leurs valises, l'interrogation plein la tête. D'autant que, officiellement, il n'est fait cas de nul agenda diplomatique qui jouerait en impératif majeur et dicterait au président de surseoir à la visite. La spéculation ayant pour coutume de vite squatter les espaces désertés par la communication officielle a donc naturellement meublé dès hier matin les papotages politiques. Chacun y allait de son assertion, le conditionnel étant, en pareille situation, de rigueur. Certains, les plus prompts à dégaîner les ennuis de santé du président, évoquaient l'éventualité d'un malaise qui aurait pu surprendre Bouteflika et l'obliger ainsi à différer son déplacement à Constantine. D'autres,

fort convaincus que le président se porte bien, attestant pour ce faire de son récent déplacement dans le Sud algérien, dans la wilaya de Tamanrasset, croient en revanche à un impératif sécuritaire.

La dégradation, ces derniers jours, de la situation sécuritaire à Constantine est invoquée en argument massue pour expliquer le report de la visite. Il y a près d'une semaine, un groupe terroriste a été accroché par les forces de sécurité à Djebel El Ouahch, dans la périphérie de la ville. Constantine, à la veille de la visite présidentielle, est donc loin d'être un havre de paix. Motif, à l'évidence suffisant, pour observer une extrême prudence. A plus forte raison, après l'attentat avorté contre le cortège présidentiel en septembre de l'an dernier à Batna. Depuis, la sécurité présidentielle s'est retrouvée hautement renforcée. Au point d'impliquer une révision à la baisse de ses sorties sur le terrain. Le président Bouteflika mettra, depuis l'attentat kamikaze de Batna, cinq mois entiers pour replonger dans les bains de foule qu'il affectionne particulièrement. C'était la semaine passée à Tamanrasset. Il devait redouter cette ambiance de la «Moubaïa» ce lundi à



Les supputations vont bon train.

Photo : Samir Sid

Constantine. Mais, outre l'insécurité qui y règne, c'est une ville au courroux exacerbé qui attendait le président. En effet, une opération de relogement a mis, la veille du week-end, le Vieux Rocher en ébullition.

La ville menace émeute. Sérieusement, après ce qui a été donné de voir mercredi dernier où les habitants du vieux quartier Bardo étaient venus dire au wali leur opposition à l'éradication de leur cité.

Cette éradication et, donc relogement, inscrite dans le cadre du Projet-programme de modernisation de la métropole de Constantine (PPMMC), figurait parmi les chantiers que le président devait inspecter ce lundi. Ce report, cela dit, de la visite à Constantine carence quelque peu l'initiative électo-

rale prématurément mise en branle par Bouteflika depuis Tamanrasset. Du moins perturbe-t-il la prévision calendaire, en termes de précampagne. Une précampagne qui est certainement réfléchie comme l'exercice d'un forcing à même de laminer les éventuelles oppositions mais aussi comme une sommation à l'endroit des courtisans d'hier pour se déterminer. Les partis islamistes, les premiers à se faire l'écho de cette sommation, activent à répondre comme une encre de seiche pour ajouter à l'illisibilité quant à leur position. Le MSP, El Islah et Ennahda travaillent, on le sait depuis jeudi, à structurer un bloc islamiste. Serait-ce une conjugaison d'audaces pour s'affranchir du giron présidentiel ? Peut-être. S. A. I.

APPLICATION DE LA NOUVELLE LOI DES HYDROCARBURES

Revenus exceptionnels de 2 milliards de dollars

Le ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, a annoncé, hier, en marge de la cérémonie de remise du prix au lauréat du concours du logo de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (AL NAFTA), que «le lancement d'avis d'appels d'offres d'exploration des 15 blocs commencera à partir de demain (aujourd'hui, ndr)».

Wassila Z. - Alger (Le Soir) - Les contrats résultant de ces avis d'appels d'offres seront les premiers «appliqués dans le cadre de la nouvelle loi des hydrocarbures». Dans ce sens,

Chakib Khelil a précisé, que jusqu'aujourd'hui «seule la clause concernant les taxes et profits sur les revenus exceptionnels est entrée en vigueur». Son application remonte au

deuxième semestre de l'année 2007. Selon le ministre, l'application de la taxe aurait permis à l'Algérie de réaliser des revenus exceptionnels de l'ordre de 2 milliards de dollars, s'ajoutant aux 57 milliards des revenus globaux de Sonatrach.

Même si Khelil semble assez optimiste concernant les retombées de la nouvelle loi des hydrocarbures, il précisera «qu'il faudra attendre trois à quatre années pour voir ses

fruits». S'agissant du prix concours du logo de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (AL NAFTA) «largement médiatisé», parmi 119 propositions parvenues de jeunes artistes et étudiants de l'Ecole des beaux-arts, c'est celle de Mechahed Djamel-Eddine qui aura satisfait AL NAFTA. Cet artiste-peintre originaire de Béjaïa a reçu un chèque de 500 000 DA. W. Z.

TRAVAUX PUBLICS

Tipasa passée en revue

Les chantiers de la wilaya de Tipasa relevant du secteur des travaux publics ont fait l'objet d'une visite d'inspection de la part du ministre de tutelle.

Nabil M. - Alger (Le Soir) - Ainsi et dans le cadre du désencastrement des communes, Amar Ghoul a procédé à l'inauguration de la route reliant la ville de Cherchell à la commune de Talanedouche. Cette route s'étend sur une distance de 17,5 kilomètres. Toujours dans le cadre de la réalisation des infrastructures routières, M. Amar Ghoul s'est entretenu avec les responsables locaux pour l'identification des besoins de la wilaya. C'est ainsi que le ministre a donné son accord pour l'inscrip-

tion d'un projet qui prévoit de relier la wilaya de Tipasa à celle de Aïn-Defla via un grand viaduc. Le premier responsable du secteur des travaux publics a aussi donné son quitus pour la mise en place d'une route qui contourne celle déjà existante et qui fait la boucle du barrage de Boukerdane.

En effet, la route en question réalisée par l'Agence nationale des barrages (ANB) connaît une situation de dégradation en raison de la nature du sol. Les services des travaux publics vont d'abord tenter d'identifier des tracés dont la nature du sol permet de supporter une telle réalisation. Cette boucle est d'une distance de 23 kilo-

mètres. Par ailleurs, la délégation a eu à inspecter les ports de Cherchell, Tipasa et Gouraya où d'importants travaux d'élargissement sont en cours. Sur place, des instructions ont été données pour accélérer la cadence des travaux afin que les trois chantiers soient livrés avant l'entrée en vigueur de la prochaine saison estivale.

Il a de même été demandé à ce que des déviations soient prévues afin que l'accès à ces ports puisse s'effectuer en dehors des agglomérations où ils se situent. Enfin, Amar Ghoul a expliqué que la wilaya de Tipasa va être reliée à l'auto-route Est-Ouest via la ville d'El-Affroun.

N. M.

LES PARENTS D'ÉLÈVES MIS DEVANT LE FAIT ACCOMPLI

Le Bardo ne décolère pas

Le niet opposé par le wali de Constantine, jeudi dernier, aux doléances des associations des parents d'élèves du CEM Omar Ibn El Khattab et du Lycée Tayeb El Okbi, établissements concernés par l'opération d'éradication du quartier du Bardo, a attisé les tensions qui prévalaient déjà en ce lieu. En ce sens, l'attitude intempestive du premier responsable de l'exécutif devant des parents d'élèves soucieux des perturbations qui allaient affecter la scolarité de leur progéniture ne prédisait pas l'apaisement. Un climat pesant et incertain a marqué, pendant la journée d'hier, le quartier du Bardo appelé à disparaître du paysage de la ville de Constantine sous peu. Les groupuscules de personnes, tous âges confondus, qui longeaient les trottoirs n'avaient d'autres sujets de discussions que les péripéties qui ont prévalu à l'élaboration de cette démarche. Des rues également bondées d'écoliers qui n'ont pu suivre leurs cours en cette journée car les services de la wilaya ont entamé hier l'évacuation des moyens pédagogiques des deux établissements afin de les préparer à la démolition comme prévu dans le cadre du recasement des habitants de ce vieux quartier. Une véritable anarchie a régné à l'intérieur comme à l'extérieur de ces deux établissements puisque la commission dépêchée par la direction de l'éducation pour gérer les orientations de ces élèves vers d'autres établissements, a été confrontée à la grogne des élèves et de leurs parents, lesquels ont désapprouvé «le flou» qui entoure cette opération et rejeté cette décision. C'est du moins ce qu'ont affirmé les parents d'élèves abordés, hier, devant le collège Omar Ibn El Khattab et aussi au lycée Tayeb El Okbi. Selon leurs termes, la décision portant éradication de ces deux établissements en même temps que le recasement d'une tranche des locataires de ce quartier (environ 600 familles) est irréfutable. Ils ne demandent, en fait, que de laisser leurs enfants terminer l'année scolaire en cours pour ne pas les perturber, notamment ceux de la classe de 4^e année moyenne et de la classe terminale. La majeure partie des élèves encadrés dans ces deux établissements n'est pas concernée par le relogement de cette première vague. Ils ne dépassent pas les 140 sur les 390 au collège Omar et 81 sur 398 au lycée El Okbi, soit 221 sur un total de 788. Les 567 restants seront dispatchés sur les différents établissements scolaires. «Ils ne nous ont jamais consultés sur cette question. Comment se fait-il qu'ils demandent à des enfants de 12 et 13 ans de choisir l'établissement où ils veulent poursuivre leur scolarisation à la veille du recasement sans informer leurs parents ?» s'est interrogé un père de famille. Les élèves du lycée Tayeb El Okbi ont, par ailleurs, affirmé que leur scolarité avait commencé à être perturbée au lendemain des vacances et que l'évacuation de ces deux établissements n'a été entamée que jeudi dernier. «Nous vivons au rythme des rumeurs et fausses informations. Notre seul souci depuis plus d'une semaine est de savoir quel sera notre sort ? Où allons-nous continuer l'année scolaire ? Alors que nous sommes en retard par rapport à ce qui se fait dans d'autres lycées. Même si nous rejoignons d'autres classes, les nouveaux enseignants reviendront-ils sur les leçons que nous avons ratées ?» s'interrogera un élève de la classe terminale. Les enseignants de ces deux établissements n'étaient pas eux aussi en reste. Interrogatifs, ils ne savent pas encore quelle attitude adopter vis-à-vis des mesures d'affectation qui les concernent. Pour rappel, la journée de mercredi a été émaillée de troubles après que des centaines d'habitants du quartier du Bardo eurent investi les alentours du cabinet du wali récusant les anomalies qui ont présidé au traitement du dossier de recasement qui devra concerner quelque 1200 familles et dont une première vague est prévue aujourd'hui. Une opération à haut risque faut-il le préciser.

Lyas Hallas